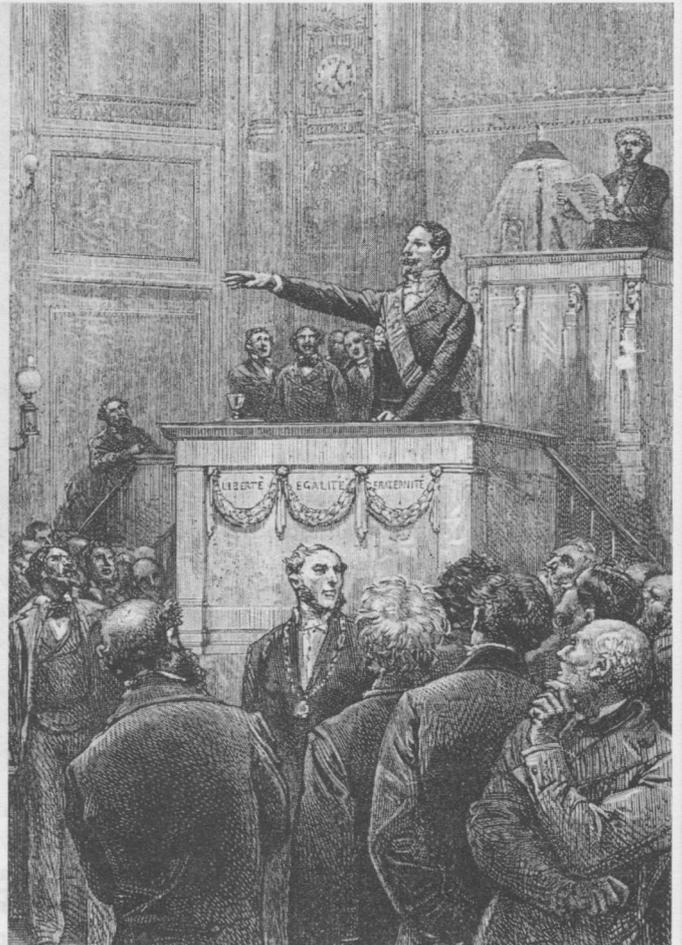


Villefranche-de-Rouergue - la fontaine.



Le serment de Louis-Bonaparte

Les républicains de l'Aveyron face au coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte

La révolution parisienne de février 1848 est l'aboutissement d'un long processus de crise économique et de crise politique non résolues par le régime en place. Villefranche-de-Rouergue en Aveyron n'échappe pas à la crise générale et si la révolution de février est plutôt bien accueillie par la majeure partie de la population, les milieux les plus démunis restent dans l'attente d'une solution durable à l'ensemble des problèmes, notamment ceux concernant l'agriculture et l'industrie.

Le nouveau régime qui se met en place est donc confronté à des problèmes sociaux importants. Pour mettre fin à ceux-ci, il instaure le suffrage universel et provoque une épuration administrative qui reste toute relative dans le canton de Villefranche. En ce qui concerne le problème de l'emploi, sous l'impulsion de Louis Blanc on assiste à la création d'ateliers nationaux le 26 février, qui ne sont que des ateliers de charité "quelque peu modernisés." En fait la majeure partie de ces mesures ne touchent pas le monde paysan. Pourtant, le peuple des campagnes avait souhaité et montré à la nouvelle de la Révolution que sa situation devait s'améliorer en s'attaquant aux créanciers qui la mettaient à mal. Dans ce domaine le nouveau gouvernement échoue et si Villefranche est certes une ville de plus de 9 000 habitants, celle-ci ne vit en grande partie

que du monde qui l'entoure, c'est-à-dire : le monde des campagnes.

Selon l'enquête de 1848 sur le travail (1) : "Le canton de Villefranche-de-Rouergue était essentiellement agricole et viticole... A ce secteur agricole, s'ajoutaient l'industrie de la chaudronnerie en cuivre et laiton qui n'avait pu lutter contre l'introduction des plaques laminées, et le tissage des grosses toiles grises, ruiné lui aussi par la production des grandes fabriques."

En ce qui concerne les conditions d'existence à la campagne le rapport de 1848 est éloquent : "Le logement du cultivateur de la campagne est dans les plus mauvaises conditions qu'on pourrait imaginer... La nourriture du cultivateur se compose : de pain qu'il fabrique avec du froment, du millet, des fèves, des haricots ou bien du seigle... Il ne consomme pas de viande fraîche, les plus favorisés boivent de la piquette"

"L'aisance la plus grande est dans la classe de vignerons parce qu'il est fort rare que l'ouvrier de cette catégorie ne soit en même temps propriétaire."

Quant à "l'instruction, (elle) est très négligée dans la population ouvrière des campagnes à cause de l'emploi des enfants dès l'âge de sept à huit ans à la garde des bestiaux..."

(1) Jeannine CHARON-BORDAS, *Ouvriers et paysans au milieu du XIX^e siècle : l'enquête de 1848 sur le travail*, éditions Publisud, Paris, 1994, 513 p.

Les industries principales du canton de Villefranche sont : la chaudronnerie en cuivre et laiton, le tissage de grosses toiles, la clouterie. Le canton est essentiellement agricole ; il existe en outre les corporations des métiers communes à toutes les localités. Le canton ne renferme pas d'établissements industriels auxquels des noms puissent être appliqués. Chaque ouvrier d'industrie (chaque patron) est ouvrier lui-même et n'occupe qu'un très petit nombre de travailleurs. Loin de prospérer, l'industrie tend vers la décadence dans le canton de Villefranche à cause de la concurrence."

Après cette nécessaire présentation du villefranchois, il faut tenter de comprendre les motivations des hommes en révolte, qui se lancent dans l'aventure d'une opposition qui peut apparaître dès l'origine comme un suicide. Au-delà de cet acte d'opposition au coup d'Etat du deux décembre 1851, qui est l'œuvre d'une poignée de républicains motivés et convaincus, il faut s'interroger sur une action qui deviendra un relais de la mémoire républicaine à Villefranche et plus modestement dans le département. 1851 s'inscrit dans la mémoire républicaine des Villefranchois face au "fétiche napoléonien". Le "fétiche", c'est-à-dire Louis-Napoléon Bonaparte, n'est-il pas pour les campagnes villefranchoise et aveyronnaise le détenteur d'un pouvoir magique et bénéfique capable de résoudre leurs problèmes quotidiens ?

Entre la République et le retour de la Monarchie il y a le bonapartisme fétiche, sorte de troisième voie, celle du compromis, du rassemblement autour d'un homme "comprenant et adoptant" le nouveau monde en marche.

Face au bonapartisme qui attend son heure, les républicains de gauche sont minoritaires, concentrés dans les cités, notamment Villefranche. Cependant, comme beaucoup de minorités, ils sont actifs et parfois virulents pour imposer leur mode de pensée. Les mémoires de F. Mazenc (2), un des leaders de la résistance républicaine, sont caractéristiques de cet état d'âme. Agir pour ne pas tomber dans l'oubli, témoigne ensuite pour que la mémoire républicaine soit continue, car le bonapartisme n'est pas encore mort même après Sedan. En effet, une grande partie de l'Aveyron est imprégnée par le bonapartisme. En fait seule la défense d'une société conservatrice prime sur le type de régime. Quand les républicains comprendront "ce tempérament", ils seront en mesure d'entreprendre la conquête du pouvoir local à Villefranche-de-Rouergue et par extension dans le département.

L'existence de cette société conservatrice ne veut pas dire retour à l'Ancien Régime pour les Villefranchois, car un régime républicain conservateur convient parfaitement à la majeure partie de la population. La Révolution, personne ne la désire en 1851, si bien que le "fétiche" apparaît comme le sauveur et le garant d'une conception de la société conservatrice. La révolte contre le coup d'Etat de la part de quelques républicains n'y peut rien. L'assise populaire des républicains est encore trop faible même si elle semble s'accroître depuis 1848. Cependant, la résistance au coup d'Etat à Villefranche et dans sa région est un fait majeur dans l'histoire et la mémoire des Villefranchois. La résistance participe en fait pleinement du long processus d'adoption future de la République par une fraction de plus en plus large de la population.

Ce "suicide républicain" est-il cependant conscient en 1851 ?

Pour les leaders il était nécessaire d'aller jusqu'au bout pour que cette action ait des répercussions dans l'avenir. Ils étaient en fait convaincus que la République deviendrait le régime politique de la France. Leur action ancrerait donc le Villefranchois et par extension l'Aveyron dans l'espace géographique de la mémoire républicaine, même si le département fut longtemps considéré, à tort, comme réfractaire au régime. Quant la République se fait conservatrice les autres partis : légitimiste, orléaniste et même les bonapartistes, se trouvent exclus dans des zones géographiques importantes de l'Aveyron.

La résistance en 1851 est bien un suicide volontaire car favorable à une cause qui passerait comme juste a posteriori. Les

républicains de Villefranche l'ont compris et agissent en conséquence. Si nous ne revenons pas sur les faits (seulement pour les rappeler) à la suite de l'étude d'Ancourt (3) dans les années cinquante, par contre leur analyse nous permet des interrogations et problématiques contemporaines. Le culte du "fétiche" est-il la cause essentielle de l'échec des républicains ? Et quel a été le rôle du "fétiche" dans l'élaboration du processus d'adoption de la République dans le monde rural : une parenthèse, un trait d'union ou encore un tremplin ?

Villefranche-de-Rouergue et sa région sous la Seconde République

Revenons quelque peu au climat politique de Villefranche lors des événements parisiens de février 1848 : ainsi que le relate le journal "La Glaneuse". *"Des événements politiques d'une portée considérable viennent de s'accomplir. Diverses dépêches télégraphiques arrivées à Villefranche, dans la nuit du 26 au 27 février, nous les font connaître, et l'une d'elles nous a annoncé l'établissement du gouvernement républicain. Cette nouvelle a jeté la population dans un enthousiasme difficile à décrire"*. Cependant, comme nous le rapporte A. Ancourt : *"La dépêche télégraphique annonçant cet état de choses, parvenue le 24, à 9 heures du soir, n'aurait été rendue publique que dans le matin du 27. Attendait-on confirmation de la nouvelle ou réaction et triomphe des pouvoirs établis ?"*. Malgré la prudence du maire de Villefranche et de ses adjoints, le changement de régime provoque sa chute et celle de ses deux adjoints. Pascal est nommé maire et Cancéris et Farjou adjoints. Révocation également du sous-préfet : F. Dubreuil, et nomination de Cancéris, père, avec le titre de sous-commissaire de l'arrondissement. Cancéris, père, ne s'avance guère comme un républicain de gauche et s'affirme avec énergie partisan "du maintien de l'ordre, du respect de la propriété et de la religion".

Faisant écho au sous-commissaire, le maire Pascal, toujours dans le même numéro du journal, écrit : *"Le 24 février, elle (la royauté) a emporté avec elle les restes de l'ancien monde pour faire place à un monde nouveau dont la philosophie du Christ, le premier démocrate, a de si longue main préparé la naissance"*. Ce journal publie également la profession de foi d'Edouard Dubreuil, avocat, candidat à l'Assemblée constituante qui avoue n'être pas républicain le 24 février et accepte la République comme un fait nécessaire. Sa devise : *"ordre, liberté : ordre matériel et moral, ordre dans les vies et dans les intelligences"*. Il est intéressant de noter que "La Glaneuse" ouvre ses colonnes à ceux qui acceptent la République, mais pas n'importe quelle République !

Le 25 mars 1848, les deux journaux (*Le Narrateur* et *La Glaneuse*) dont la philosophie (catholique et libérale) semble si proche, fusionnent pour former "*Le Journal de Villefranche*" qui doit faire face aux nouveaux venus : "*Le Jeune Cordelier*" et "*Le Réveil du Peuple*".

En rétablissant la liberté de la presse, le gouvernement de la République va permettre la prolifération de feuilles diverses. Trois journaux vont donc se partager les lecteurs de Villefranche : "*Le Jeune Cordelier*", "*Le Réveil du peuple*" (4) et "*Le Journal de Vil-*

(2) F. MAZENC, *Coup d'Etat du deux décembre 1851 dans l'Aveyron*, Albî, imprimerie Nougués, 1872, 112 p.

(3) A. ANCOURT, *Des journées de février 1848 au coup d'Etat du 2 décembre 1851 : Esquisse d'une histoire politique et sociale de Villefranche-de-Rouergue sous la Seconde République*, Rodez, imprimerie P. Carrère, 1957, 110 p.

(4) BSAVR, journal "*Le Réveil du Peuple*". Parutions du 31 mars au 11 juillet 1848. L'ensemble des numéros est conservé à Villefranche. Créé par des catholiques libéraux, "*Le Réveil du Peuple*", à ses débuts tout au moins, semble démocratique et libéral. Mais les événements de mai et de juin et le clivage qui se fait alors entre les classes sociales font se resserrer les rangs des catholiques, et bientôt l'influence des conservateurs, des réactionnaires, des légitimistes et surtout des bonapartistes se fit sentir dans la rédaction du journal. "*Le Réveil du Peuple*" est l'organe du club des droits du peuple. Ce club représente la tendance de droite et du centre droit du parti républicain. Il est composé de modérés et de catholiques libéraux, ces "républicains du lendemain" dont les convictions démocratiques ne sont pas toujours fortement assises sont dépassés par les éléments antirépublicains notamment les bonapartistes. Bibliothèque de la Société des Amis de Villefranche et du bas-Rouergue (abréviation : BSAVR).

l'effranche." Les deux premiers seront éphémères, mais ils constituent un témoignage majeur et vivant de l'histoire de Villefranche. Seul "Le Journal de Villefranche" va survivre après la loi sur le cautionnement.

Le mouvement républicain compte dans cette ville de nombreux partisans actifs, groupés autour de Louis-Antoine Caussanel et de Casimir Moins, qui seront d'ailleurs les principaux chefs du mouvement républicain de résistance au coup d'Etat du 2 décembre 1851. Dès les premiers jours de la République les républicains de Villefranche qui étaient restés dans l'ombre s'organisent autour d'un club : le "Club des Cordeliers." Caussanel en est l'initiateur et il entraîne également la création du journal "Le Jeune Cordelier" qui devient l'organe à la solde du club dès le premier jour, comme nous le rapporte le numéro 1 du 16 mars 1848. Le journal est consacré entièrement à des nouvelles politiques.

"La République, comme le soleil sur l'hémisphère, éclaire de son influence bienfaisante la Nation française dont elle féconde l'amour pour la liberté. Salut, fille du ciel, liberté chérie, fraternité aimable, égalité souveraine...". Il poursuit quelques lignes après : "Le Jeune Cordelier se voue à ton culte, à ta gloire ; il sera ton barde et ton écho dans la ville et dans les campagnes de Villefranche."

On trouve également dans ce n° 1 du "Jeune Cordelier" un écho des doctrines socialistes : "La République convie tous ses enfants à la participation des produits de son sol et de son industrie, à la charge pour eux de participer au travail général dont l'organisation est l'objet de sa plus grande sollicitude." C'est, en premier lieu, à l'éducation du peuple que vise le journal, lui-même émanant du Club.

Le numéro 3, du 21 mars 1848, fait état et pose le problème de l'organisation du travail. En effet, le problème du travail pour tous qu'essaiera de régler le gouvernement provisoire par l'ouverture des ateliers nationaux se pose avec acuité à Villefranche. Le citoyen Fraissines analyse ainsi, dans "Le Jeune Cordelier", les rapports de classe : "En France, il y a trois catégories de citoyens. La première catégorie comprend les citoyens qui n'ont d'autre ressource que leur travail ou leur talent. La seconde comprend les citoyens qui tirent leur existence en partie de leurs capitaux. La troisième comprend les citoyens qui vivent de leurs capitaux." Ayant ainsi défini la classe prolétarienne, la classe moyenne et celle des gros capitalistes, Fraissines fixe ingénument à chaque catégorie le rôle qui lui revient : "Le travail général doit être effectué par les citoyens de la première catégorie. Ceux de la troisième doivent procurer les instruments du travail. Ces instruments sont de deux sortes : le sol, constructions y comprises, les capitaux en numéraire. Les citoyens de la deuxième catégorie participent aux fonctions des deux autres".

Le 28 mars 1848, "Le Jeune Cordelier" publie la liste des candidats pour la représentation nationale présentés par les divers comités radicaux. Mais déjà, les républicains de gauche laissent percer leur inquiétude : "Quelques semaines se sont à peine écoulées depuis le jour où le peuple de Paris, secouant la torpeur à laquelle avaient voulu le condamner dix-huit années de despotisme... déjà semblait s'affaiblir cette union si belle, cet accord si unanime, si nécessaire."

Le Club des Cordeliers publie dans "Le Jeune Cordelier" du 11 avril 1848, son manifeste : "On est partisan de la souveraineté du peuple par le suffrage universel et direct. Le gouvernement est républicain. L'instruction est gratuite et obligatoire pour tous. L'impôt, progressif, doit frapper le superflu et non le nécessaire. Les fonctions publiques s'obtiendront par le concours et l'élection. La justice sera gratuite. L'organisation du travail sera l'association du travail, de l'intelligence et du capital. Le journal réclame également la liberté d'association, des cultes et de la presse : liberté absolue sans autre limite que le désordre... La presse doit être libre."

On apprend dans le même numéro du 11 avril que dans la journée du 9 avril, tout Villefranche accompagne les Polonais jusqu'à la sortie de la ville : ceux-ci rejoignent Strasbourg où un grand rassemblement des exilés se prépare en vue de libérer la Pologne. Tous les membres du Club des Cordeliers sont à la manifestation, Caussanel en tête. Casimir Moins, dans un discours généreux, exalte la République universelle, tandis que Caussanel donne l'accolade au citoyen Dufour commandant de la Garde nationale.

Cependant les républicains de la veille sont sur la défensive. En effet, le gouvernement provisoire ayant nommé Galtier-Boissière commissaire du gouvernement à Rodez, à la place de Raginel, la consternation est grande dans les rangs du club des Cordeliers car l'ancien commissaire était favorable aux idées du club. D'ailleurs, Moins et Caussanel se rendent à Rodez ("Jeune Cordelier" du 18 avril). "Ils ont été témoins de la sympathie qu'a témoignée la population de Rodez au citoyen Raginel au moment de son départ. Les ouvriers surtout, se sont fait remarquer par leurs regrets." Mais la droite a l'initiative de l'offensive et oblige les Républicains radicaux à se défendre contre d'incessantes attaques. Néanmoins le club décide, à l'unanimité, que le nom de Raginel soit conservé sur les listes de candidats. Par contre d'autres candidats se sentent obligés de faire une profession de foi anticommuniste dans l'espoir de conserver l'écoute des campagnes. Le journaliste Cantagrel, de la "Démocratie Pacifique" déclare : "Depuis dix ans que le communisme se propage en France, je n'ai pas perdu une seule occasion de le combattre." Et le citoyen Carcenac se croit obligé de surenchérir dans "Le Jeune Cordelier" du 19 avril afin de se défendre : "On m'accuse de communisme, alors que j'ai usé ma vie dans le travail industriel, à construire une fortune modeste, sur laquelle j'appelle sans crainte l'examen de tous... Je déclare que j'ignore en quoi consistent les doctrines communistes." En agitant le spectre du communisme auprès de la population, et en assimilant adroitement les républicains radicaux aux partisans de cette idéologie qui effraie les campagnes, la droite impose sa tactique dans son journal "Le Réveil du peuple." Elle réussit si bien que les républicains de la veille accusent une défaite magistrale aux élections des 27 et 28 avril.

La peur du communisme

Celle-ci jette la consternation dans leur camp : "Tous les représentants de l'Aveyron sont contraires aux idées républicaines...". On peut encore lire dans "Le Jeune Cordelier" du 3 mai les causes de la défaite selon celui-ci : "Outre l'influence du clergé, cause principale de triomphe des ennemis de la République, la contre-révolution a appelé à son secours et s'est servie avec succès de l'arme de la calomnie pour faire échouer les vrais démocrates. On savait que la population aveyronnaise était unanime à repousser le communisme, aussi s'est-on empressé de taxer de communisme tous les radicaux". L'analyse des causes de la défaite peut être réduite à trois mots : l'Eglise, la calomnie, et l'anticommunisme.

Louis Caussanel les analyse en ces termes, toujours dans "Le Jeune Cordelier" du 3 mai : "Vous connaissez tous les résultats désastreux des élections en Aveyron. Ce résultat est dû à deux causes, d'abord à l'immense influence du parti-prêtre dans les montagnes du Rouergue, ensuite à l'incapacité administrative du commissaire du gouvernement". Celui-ci conclut en traçant la nouvelle mission qui incombe au Club des Cordeliers : "Il ne sera plus, jusqu'à nouvel ordre, une arène politique aussi brûlante. Nous discuterons ensemble et avec impartialité les actes de l'Assemblée nationale. Nous nous initierons ensemble à la vie politique ; nos séances seront moins nombreuses et elles auront plus de suite."

A la nouvelle de la nomination de Ledru-Rollin à la commission exécutive, le 12 mai, se forme "une vaste colonne à la suite du dra-

peau des Cordeliers, (qui) présentaient à la cité le magnifique spectacle de l'union et de la force des patriotes de Villefranche." Mais l'émeute du 15 mai à Paris est rejetée par le Club des Cordeliers dans un numéro exceptionnel du journal "Le Jeune Cordelier", daté du 19 mai, qui titre à la une : *Convocation extraordinaire - Club des Cordeliers* : Désapprobation de l'émeute "communiste" du 15 mai.

Pour ne pas se couper de sa base, les éléments les plus radicaux du Club tentent d'éviter l'amalgame des républicains de Villefranche aux communistes parisiens en décrivant l'émeute parisienne. A Villefranche comme dans l'ensemble des provinces la peur du communisme est souvent une arme fatale aux républicains les plus avancés. Les ralliés à la République dans le villefrancois n'hésitent pas à se servir de cet argument dans leur propagande, notamment dans le journal "Le Réveil du Peuple" de Villefranche. Cependant on assiste à une dédramatisation du "communisme" dans "Le jeune Cordelier" du 12 juin 1848. En effet, Caussanel essaie de détruire le mythe effrayant de celui-ci dans une lettre qui est publiée dans le journal : "A Paris, les communistes n'effraient pas comme en province. J'ai vu des hommes consciencieux et nullement communistes voter pour Cabet et Proudhon...". Et le rédacteur en chef du "Jeune Cordelier" se plaît à rendre hommage aux représentants efficaces, à Médal "qui est un peu abattu à cause de la résistance invisible qu'on lui oppose, mais qui est un cœur pur et droit". Le 21 juin, "Le Jeune Cordelier" met en garde les républicains contre le prince Louis-Napoléon Bonaparte.

Arrivent les événements de juin 1848. L'insurrection du 23 juin, qui voit le soulèvement dramatique des quartiers populaires de Paris en lutte pour leur pain, et qui est réprimée par le général Cavaignac, a pour conséquence de couper en deux la société française : d'un côté les ouvriers, de l'autre les bourgeois et les paysans. "Le Jeune Cordelier", dont la classe populaire et la bourgeoisie libérale forment la clientèle, ne survit pas longtemps à ces graves événements.



Le maître

Dans une lettre de Paris, datée du 23 juin et que publie le journal, son rédacteur en chef, Louis Caussanel, se désolidarise des émeutiers. Il écrit : "Paris est dans un bien fâcheux état. La mesure du pouvoir contre les ateliers nationaux (fermeture) a mécontenté les ouvriers... Les travailleurs sont dans un état désastreux, sans aucune ressource... En ce moment, plusieurs barricades sont élevées. Les gardes nationales et la troupe les attaquent. Il y a des morts de tous côtés... Mais les excitateurs foisonnent : les premiers hommes arrêtés avaient de l'or dans leur poche ; ils criaient : Vive Napoléon !... Les gardes nationaux essaient la conciliation. Ils crient : Vive la République ! Mais les ouvriers les plus furieux répondent : Vous criez : Vive la République, et vous avez nommé Thiers comme représentant". Un article signé G..., se termine ainsi : "Combien n'avons-nous pas gémi en apprenant que les ouvriers des ateliers nationaux, égarés par de perfides conseils, trompés par des misérables... Nous réclamerons indulgence, pardon pour nos frères égarés."

Le glas de la presse populaire

Les événements de juin nous révèlent ici à Villefranche-de-Rouergue par la voix de la presse la plus radicale, si j'ose dire, de la région, un formidable décalage et une incompréhension caractéristique entre la petite ville de province et les éléments les plus extrêmes de Paris. Même si Villefranche a dans son sein de véritables républicains, conservateurs d'une certaine conception de la République qui n'est pas celle des véritables conservateurs et donc de la droite, les républicains de Villefranche-de-Rouergue et leur journal ne sont pas prêts à défendre les idées des insurgés parisiens de juin 1848.

Si le mois de juin est un mois fondamental pour la République, il l'est également pour la presse en général et plus particulièrement pour la presse populaire de province. En effet, la loi sur le cautionnement sonne le glas de cette presse populaire. On peut lire dans un numéro exceptionnel du "Jeune Cordelier" datant du 28 juin 1848 : "Une question des plus graves, une question de vie ou de mort pour la presse vient d'être soulevée à l'assemblée nationale, celle : *Du cautionnement en matière de presse*." Et *Le Jeune Cordelier* cite Lamennais : "Le maintien du cautionnement est un acte de haute tyrannie." Quant au "Réveil du peuple", il s'accorde fort bien de la loi sur le cautionnement.

Le dernier numéro du "Jeune Cordelier" paraît le 11 juillet 1848. Louis Caussanel envoie de Paris ce message dramatique : "Mes prévisions se sont réalisées ; nous marchons en pleine anarchie".

Ainsi disparaît un journal politique dont la vie a été brève, mais qui reste un témoignage exceptionnel pour le Villefranche-de-Rouergue républicain. Il montre toute la vigueur du parti républicain mais également ses faiblesses et incompréhensions vis-à-vis des éléments les plus radicaux de la capitale. Mais il y a également incompréhension des républicains du club des Cordeliers qui ne prend pas ou ne peut prendre position face à des mouvements sporadiques de mécontentement des habitants du villefrancois, comme par exemple cet attroupement du 24 avril 1848 qui "s'est porté à la recette buraliste des contributions indirectes de cette ville et a détruit, enlevé ou brûlé complètement les impressions timbrées et non timbrées de l'administration des contributions indirectes qui se trouvaient dans les bureaux..." En octobre également, la perception des droits d'entrée des récoltes au moment des vendanges va être l'occasion de troubles. Des rats (5) sont pendus par le cou à tous les arbres de la liberté et une foule se réunit sur la place de la mairie pour réclamer l'abolition des droits d'entrées pour les vendanges. Il y a des arrestations et malgré la légèreté de celles-ci, les paysans sont outrés, si bien que

(5) Allusion aux "rats de caves", qui est l'expression désignant les employés de l'administration si détestés.

deux unités de la garde nationale stationnent durant quelques jours dans la cité.

Les républicains radicaux ne comprennent pas encore qu'il leur faut agir sur le terrain des préoccupations de ceux qui représentent "la République des petits." Ceux-ci d'ailleurs n'hésiteront pas à voter Louis-Napoléon Bonaparte le 10 décembre 1848 (6). Même si pour endiguer la machine bonapartiste, les républicains fidèles se réunissent dans des banquets démocratiques par souscription comme celui du 21 septembre à Villefranche ceux-ci ne réunissent que des républicains déjà convaincus et surtout capables de souscrire ! Cette forme de propagande échappe totalement au monde paysan. Donc la propagande des républicains est maladroite et face à un bilan jugé négatif par les paysans, les républicains locaux ne peuvent rien contre la force d'un nom qui bénéficie de plus en plus de l'appui des notables. De plus Louis-Napoléon bénéficie d'une certaine complaisance du dernier journal de Villefranche c'est-à-dire "Le Journal de Villefranche", qui met nettement l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte en valeur. Ph. Vigier a bien montré que l'élection de Louis-Napoléon est certes due à "la légende napoléonienne dans les campagnes" mais aussi que "le vote bonapartiste a une signification politique précise : c'est une manifestation d'hostilité aux candidats favorables à un gouvernement républicain bourgeois" (7). L'élection du 10 décembre et les événements qui ont précédé montrent à Villefranche la montée progressive d'une sensibilité bonapartiste chez les notables et chez les petits qui ne sont pas compris, malgré leurs protestations, par un gouvernement qui n'est plus que bourgeois à leurs yeux et non plus républicain. Bientôt le "fétiche Napoléon III" va prendre place dans l'esprit du plus grand nombre et va devenir le trait d'union entre l'ancienne Monarchie et la République future.

Le "fétiche Napoléon III"

Depuis les élections de décembre 1848 on assiste à Villefranche comme dans l'ensemble de la France à un mouvement de "dérépublicanisation." Une série de détails montrent que le mouvement est bien en marche. Les en-têtes des papiers officiels et des affiches sont peu à peu modifiés, le prestige de l'autorité administrative est remis au goût du jour par son uniforme qui la distingue des simples citoyens. Les cérémonies protocolaires de réception réservées aux personnages de marque sont remises en vigueur. La venue du préfet Fruchaire (mis en place en janvier 1849) le 28 mai 1849 à Villefranche en est un exemple (8). Mais le plus important semble être le mouvement de démystification de la République et de l'ensemble des symboles qui s'y rattachent comme par exemple "les arbres de la liberté". Les bonnets phrygiens sont descendus des arbres de la liberté et une somme de 26 francs est allouée, le 13 mars 1849, pour la suppression de l'arbre de la promenade Guiraudet, lieu de rassemblement des républicains de Villefranche depuis février 1848. Cependant, par peur d'une révolte républicaine, "le grand arbre" ne sera pas coupé avant 1852.

La préparation des élections législatives de 1849 nous éclaire sur la situation politique de Villefranche et la tendance qui se dessine en Aveyron. Mais elle nous apporte aussi des éléments de compréhension du "trait d'union bonapartiste", du "fétiche Napoléon III" et enfin de l'échec de la résistance qui n'est pas seulement dû à des causes pratiques, mais est également le fait de causes plus profondes qui tournent autour du ralliement de nobles qui ne croient peut-être déjà plus à la Monarchie. Les légitimistes apportent des éléments de réponses publiées dans "L'Echo de l'Aveyron" qui leur sert de vitrine : "Quel doit être le sens des prochaines élections ? Elles doivent être le complément de l'élection du 10 décembre. L'élection de Napoléon Bonaparte a été une inspiration providentielle contre la République rouge, qui

est le premier échelon du socialisme et du communisme... Ce qu'il faut maintenant, c'est compléter l'œuvre du 10 décembre...". Notables légitimistes, orléanistes assimilés à des républicains modérés puis anciens républicains "du lendemain" vont faire cause commune avec le bonapartisme lors de ces élections législatives dans le Villefranchois mais aussi dans l'ensemble du département. Le "Journal de l'Aveyron" aux tendances bonapartistes soutient le candidat Rodat d'Olemps, un ancien républicain qui arrivera en tête des candidats dans le département. Sur les huit députés de l'Aveyron six seront du parti des "blancs" et deux des "rouges." Louis Caussanel de Villefranche arrive en 9^{ème} position et ne sera donc pas élu, néanmoins il a la satisfaction de recueillir 1 119 voix sur 2 036 votants à Villefranche et 1 791 sur 3 423 dans le canton. Les républicains restent maîtres dans l'espace urbain et ne progressent que faiblement dans la campagne, contrairement au département voisin du Cantal (9) qui voit la victoire des "rouges" plus ample que dans l'Aveyron s'accomplir grâce à un vote paysan plus massif. La grande différence entre ces deux espaces réside dans le fait que les légitimistes et orléanistes ne rallient pas ou peu le bonapartisme dans le Cantal, contrairement à l'Aveyron. Le "trait d'union" que représente le bonapartiste ne joue pas encore son rôle dans les monts d'Auvergne. En Aveyron et plus particulièrement dans le Villefranchois, le vote démocrate socialiste même s'il n'est pas majoritaire, n'en est pas moins une force politique bien réelle. Le parti démocratique demeure une composante politique essentielle grâce à une organisation rigoureuse dans les centres urbains de Rodez, Millau, Villefranche et d'autres plus modestes comme Marcillac, Rignac, Sauveterre, Aubin, Saint-Affrique... Ces centres diffusent la propagande républicaine dans les campagnes, avec des résultats lors des élections de 1849. Cependant ils ne sont pas toujours à la mesure des espérances des militants démocrates-socialistes. Les résultats de 1849 dans le Villefranchois entretiennent la peur des rouges qui sera exploitée à merveille par le parti de l'ordre rallié à Louis-Napoléon.

Si les ralliements des notables se font de plus en plus précis des élections de 1849 au coup d'Etat de 1851, les changements dans le personnel administratif se poursuivent et il en est de même dans la garde nationale. Le 5 mars 1850 on peut lire dans "L'Aveyron républicain" une lettre d'indignation d'un démocrate de Sauveterre : "La réaction ne cesse de porter ses fruits. Avant-hier, c'était la révocation du juge de paix de Villefranche, hier celle du juge de paix de Réquista, aujourd'hui nous avons enregistré celle de deux facteurs ruraux du bureau de Sauveterre." Le 19 on peut également lire dans le même journal : "Depuis 8 jours notre ville est dans une indignation indicible : en voyant les destitutions qui se succèdent avec un cynisme dont rien n'approche, chacun se demande où nous allons et ce qu'il adviendra de tout ceci".

Résistances et répressions

Lorsque le complot de Lyon en novembre 1850 est découvert, les républicains de Villefranche sont concernés. En effet, dans un courrier saisi, le 3 novembre à Lyon, "se trouvait une lettre d'un

(6) BSAVR, journal "Le journal de Villefranche", du 23 décembre 1848. On remarque que dans le canton de Villefranche, le pourcentage des voix données aux adversaires de Louis-Napoléon (16,48 %) est beaucoup plus élevé que dans l'arrondissement (7,97 %) et le département (13,64 %). Dans le canton, la commune de Villefranche est en tête de l'opposition avec 33,23 % de votes hostiles à Louis-Napoléon. % en faveur de Louis-Napoléon : canton de Villefranche 83,52 %, arrondissement 92,03 %, département de l'Aveyron 86,86 %.

(7) Ph. VIGIER, "Le Bonapartisme : phénomène historique et mythe politique", actes du 13^{ème} colloque franco-allemand de l'Institut Historique Allemand de Paris à Augsburg du 26 au 30 septembre 1975, München, 1977, pp. 11 à 21.

(8) A. ANCOURT, "Des journées de février 1848 au coup d'Etat du 2 décembre 1851", extrait de la Revue du Rouergue, janvier-mars à octobre-décembre 1957, Rodez, 1957, pp. 82-83.

(9) Bernard VANDEPLAS, Le Cantal de l'Ancien Régime à la fin de la Seconde République : étude politique économique et sociale, thèse de doctorat sous la dir. de Ph. Vigier et R. Hubscher, Paris X, 1995, les pages. 671 à 741 portent sur la Seconde République.

nommé Berthomieu, habitant de Voiron (Isère), à Alphonse Gent, avocat, l'un des instigateurs du mouvement. Il était dit dans ce document : *L'Aveyron marche bien ; mais il paraît que l'Organisation n'est pas établie sur le même pied que la nôtre. Millau est prêt au premier signal ; Rodez aussi. Villefranche est la localité la mieux organisée ; à leur manière, ils ont formé des cadres, et ces cadres ne doivent se lever et obéir qu'à un seul chef dans chaque localité. Caussanel, avec qui j'ai causé longuement, m'a répondu du succès dans son département au premier signal, tant dans les villes que dans les campagnes les plus peuplées du département...*. La ville de Villefranche est troublée par des attroupements de républicains villefranchois soutenant les inculpés. Caussanel est arrêté puis acquitté au procès de Lyon le 25 août 1851.

Cet événement nous montre bien en apparence que les républicains de l'Aveyron et en particulier ceux de Villefranche ne sont pas isolés de l'ensemble du mouvement républicain du Midi de la France. Pourtant dans les faits, la résistance aveyronnaise et surtout villefranchoise montrera bien des faiblesses dues en parties à un isolement géographique certain et à un optimisme voulu des chefs républicains qui ne veulent pas voir ou admettre que la résistance qu'ils vont entreprendre est vouée à l'échec. Car, comme nous l'avons déjà dit, le bonapartisme avait créé sa toile par le ralliement plus ou moins explicite de l'ensemble des notables de toutes tendances et de la majeure partie du peuple des campagnes déjà travaillé par le mythe impérial, la propagande bonapartiste et la peur des rouges que l'ensemble des notables conservateurs entretiennent.

Le but n'est donc pas ici de retracer point par point les faits de la résistance aveyronnaise et plus particulièrement villefranchoise qui est le centre le plus actif de la révolte. Cependant voici le canevas de la résistance.

Les républicains de l'Aveyron comme ceux des départements du Centre, Sud-Ouest et Est se sont organisés en vue d'un autre 18 brumaire (10). Leur but est de défendre la Constitution de 1848 en cas d'attaque. Comme en témoigne F. Mazenc dans son ouvrage : *La Jeune Montagne étendit ses ramifications dans l'Aveyron : deux délégués de Ganges (Hérault), initièrent à la société secrète un certain nombre de citoyens de Millau et de Rodez. Ce nombre augmenta en août et en septembre 1851...*. Par souci de légalité et de légitimation Mazenc poursuit : *La Jeune Montagne n'était pas une société de conspirateurs, puisqu'elle n'était organisée que pour la défense du gouvernement établi et des lois existantes*. Caussanel de Villefranche est le coordinateur des réunions secrètes qui ont pour but essentiel, d'organiser les élections futures. Caussanel, d'après Mazenc, semble avoir été le seul parmi les républicains de Villefranche à se soucier de l'imminence d'un coup d'Etat. Pour le leader villefranchois et du département, il faut sortir de la légalité et ne pas se soucier des futures élections, car il est trop tard. Le bonapartisme a déjà posé ses pions. Le premier décembre un comité de résistance est finalement créé (11 membres dont Caussanel président). La stratégie consiste à se rendre maître de l'Hôtel de Ville du chef-lieu du département (Rodez). Toutes les forces républicaines doivent donc après avoir pris la mairie de leur cité converger vers Rodez lorsque l'ordre leur en sera donné. Le 3 décembre au matin, Rodez apprend le coup d'Etat. Un appel à la résistance est de suite rédigé (11). La tentative est un échec. *De l'aveu même de Mazenc, l'entreprise fut mal préparée... Trop de paroles, trop d'attitudes théâtrales, trop de lenteurs dans l'action*. Hubert Gay dans son étude sur l'étang de Berre, écrit : *En résumé ; des gesticulations mais peu d'actions concrètes*. A Villefranche, la tentative de prise de l'Hôtel de ville se traduit par un échec. Cependant, les républicains décident de rallier l'ensemble des républicains de la région pour marcher sur Rodez. Comme pour l'étang de Berre, trop de discussions, des chefs indécis (Caussanel est à Rodez), des lenteurs dans l'exécution des ordres et une troupe relative-

ment réduite, seule "l'élite républicaine" est en fait motivée, le peuple ne suit pas. En bref, les républicains manquèrent systématiquement de l'effet de surprise nécessaire à toute action sérieuse. Donc une colonne d'une soixantaine d'hommes se dirige sur Villeneuve en passant à Maleville ou ils ne sont déjà plus qu'une cinquantaine puis à Lanuéjols trente-neuf et à Privezac ils ne sont plus qu'une trentaine. Le 5 décembre, une seconde colonne d'une quinzaine d'hommes est recrutée à Villefranche pour rejoindre la première colonne partie la veille. Le 6 décembre tout est fini, les colonnes se sont dissoutes, faute de perspectives claires, de chefs efficaces (Caussanel est arrêté à Rodez dès le 5 décembre) et surtout de troupes. La résistance dans le villefranchois se limita à des marches sur des petits centres urbains, à des discours et "gesticulations théâtrales" qui démobilisent rapidement les petites troupes républicaines.

Impressionner la population

Le 7 décembre, le préfet Fluchaire apparaît comme le grand vainqueur et le lendemain, il signait un arrêté déclarant le département en état de siège. Le moment donc était venu pour réduire à néant le mouvement républicain, son élite, ses sympathisants et ceux qui pourraient être influencés par ses idées. A Villefranche, dix brigades de gendarmerie stationnent une dizaine de jours, il fallait impressionner la population pour éviter tout soubresaut possible.

Les personnes traduites devant la commission mixte sont au nombre de 156 (12), tandis que Mazenc donne un total sensiblement différent qui est de 164. D'après les données de la "Statistique de la répression de l'insurrection de décembre 1851", dans un premier temps, la répression semble avoir été relativement sévère pour les individus arrêtés, un véritable règlement de compte : 108 sont condamnés à la transportation en Algérie plus ou moins, Mazenc donne les mêmes chiffres en précisant que 71 seulement subirent cette peine et 17 connaissent l'internement. Après l'orage le calme semble revenir, mais les républicains ont été frappés en plein cœur : Rodez 31 arrestations, Millau 31, Villefranche 22, Saint-Affrique 18. Des centres urbains secondaires ont été également touchés comme Sauveterre 12, Marcillac 11 et Castanet 9, car ils étaient les lieux de passage des colonnes républicaines.

Professionnellement, ce sont les artisans et commerçants qui représentent le plus fort pourcentage d'arrêtés soit 56 %, puis ce sont, loin derrière, les journaliers agricoles 16 %, les fonctionnaires un peu plus de 13 % et enfin les professions libérales plus de 7 %. Il est à noter la faiblesse de la représentation paysanne dans ce mouvement, ce qui prouve bien ici en Aveyron la faiblesse relative de l'emprise des républicains sur le monde des campagnes qui n'a pas eu les moyens de se défaire de la pression traditionnelle des notables et surtout du "fétiche napoléonien" donnant l'image du sauveur, symbole des acquis révolutionnaires de 1789 et de l'ordre. La politique des républicains au pouvoir depuis février 1848, le ralliement des notables au bonapartisme n'ont pu qu'amplifier le bonapartisme populaire. La propagande

(10) Jean. TULARD, "Etude comparée des coups d'Etat des deux Napoléon", pp. 526-529, études coordonnées et présentées par Pierre. ISCEART et Christian. BIDEGARAY, *Des Républiques françaises*, Paris, Economica, 1988, 737 p. Voir l'ouvrage devenue classique de Karl. MARX, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, éditions sociales, 1968, 156 p.

(11) F. MAZENC, op. cit., p. 21 : "Cette proclamation fut tirée à 3 ou 400 exemplaires et placardée au 4 coins de la ville, dans les lieux publics, et dans les communes voisines. On en envoya aussi plusieurs exemplaires dans chaque chef-lieu d'arrondissement."

(12) A. N. BB 30 424. Registre. Maurice. AGULHON, écrit dans son ouvrage sur "1848 ou l'apprentissage de la République" : "...Ces 26 884 individus arrêtés ou poursuivis à l'occasion de l'insurrection constituent moins une liste d'insurgés effectifs qu'une liste de démocrates socialistes présumés actifs. On pourrait presque dire, à la limite, qu'il y a plutôt là une statistique des cadres et militants du parti républicain". Effectivement, les individus arrêtés en Aveyron constituent bien "l'élite républicaine" du département et plus particulièrement des centres les plus urbains (voir la liste des individus arrêtés que donne Mazenc dans son ouvrage déjà cité, pp. 94 à 98).

des démocrates socialistes en 1849 qui se démarque totalement des républicains bourgeois au pouvoir n'a pas eu le temps de se concrétiser suffisamment dans les campagnes. Le monde des artisans et commerçants forme le gros des forces démocrates socialistes de l'Aveyron comme dans bien d'autres départements en résistance au coup d'Etat. Ils sont cependant proportionnellement supérieurs à la moyenne globale du total des individus arrêtés ou poursuivis qui est de 48 % pour ce milieu social. Les classes supérieures ou moyennes représentées par les professions libérales et les fonctionnaires au sens large sont également nombreux, soit 21 %, chiffre également supérieur à la moyenne des individus arrêtés et poursuivis de cette classe sociale soit 14 %. Les républicains résistants sont donc bien ici des urbains majoritairement. La République représente encore un idéal urbain qui n'a que faiblement pénétré le monde rural. Le "suicide des républicains" en décembre 1851 lors de l'insurrection a le mérite de provoquer et d'accentuer un culte de la République chez les paysans ou du moins sa mise en place car les campagnes subissent comme les centres urbains de plus en plus âprement le poids de la surveillance administrative. Quel accueil reçurent les proscrits lorsqu'ils se retrouvèrent chez eux ? Les rapports des sous-préfets nous renseignent parfois de façon plus ou moins allusive, mais qu'en est-il dans la réalité ? Que pense réellement l'inconnu ? Un travail sur la mémoire des insurgés et des traces qu'ils laissent dans leur environnement est nécessaire pour comprendre et juger de l'importance qu'ils ont dans le long processus d'adoption des idées démocratiques en France. Des études ont certes été entreprises depuis M. Agulhon, Ph. Vigier et bien d'autres historiens, mais il reste encore beaucoup à faire.

Le "culte du fétiche" provoque une sensibilisation diffuse des campagnes au bonapartisme, qui peut dans la pratique être favorable aux ruraux. Les campagnes de l'Aveyron sont prêtes à l'entre-deux idéologique (13) et toute son ambiguïté. La force du

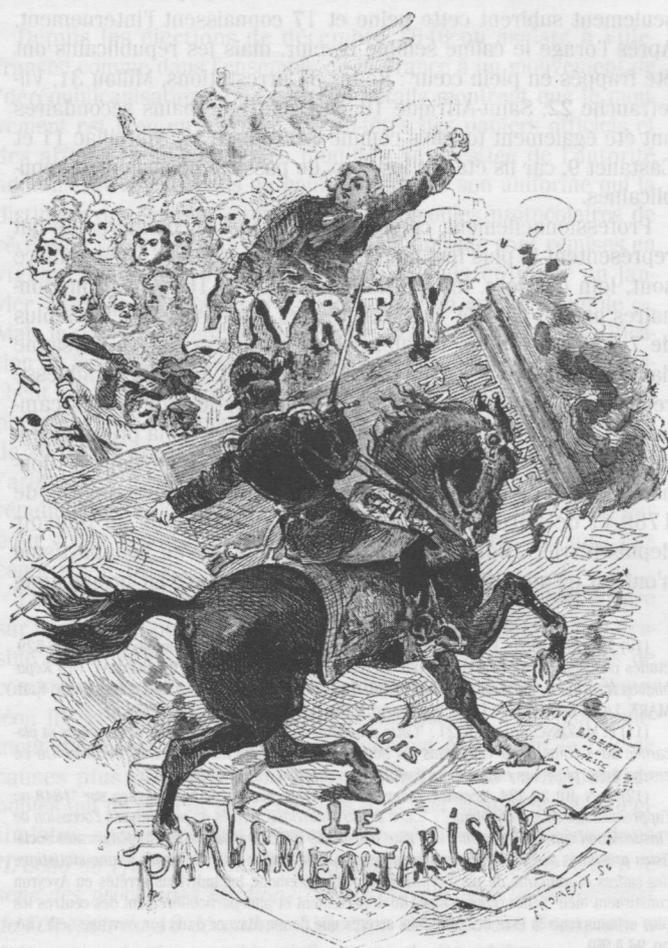
bonapartisme, l'attrance qu'il exerce sur le monde rural tiennent au fait - bien mis en lumière par Guizot - que Louis-Napoléon, qui deviendra Napoléon III, neveu et héritier du grand Empereur est "à la fois une gloire nationale, une garantie révolutionnaire et un principe d'autorité" (14).

En Aveyron comme dans l'ensemble des départements insurgés : "La victime-type de la répression de décembre 1851 est un homme entre 30 et 40 ans, marié, français et exerçant un métier manuel non agricole" (15).

L'après décembre 1851

"Le Journal de Villefranche" reste muet sur les événements de décembre 1851. En fait, le coup d'Etat du 2 décembre est accueilli avec soulagement par la grande majorité des notables et de la paysannerie conservatrice. La résistance est bien moins forte qu'on aurait pu s'y attendre. Le président reste aux yeux de nombre d'électeurs le "Napoléon du peuple" : on ne saurait le confondre avec les réactionnaires, et d'ailleurs il rétablit le suffrage universel. La lassitude et l'indifférence s'installent chez la plupart ; le besoin d'ordre et de tranquillité est la règle. Dès le plébiscite des 21 et 22 décembre 1851, les campagnes de l'Aveyron (16) soutiennent Louis-Napoléon, le villefranchois ne fait pas exception, cependant il faut nuancer. Si l'élection de Louis-Napoléon est acquise à Villefranche (la cité), par 1 485 "oui" contre 66 "non" et 16 nuls, le nombre des inscrits est de 2 739. Le "oui" l'emporte largement en le comparant aux votants soit 95 %, mais par rapport aux inscrits il ne représente plus que 54 % et le taux d'abstentions est d'environ 43 %. Le "non" n'a donc pu s'exprimer car le plébiscite est rigoureusement contrôlé par le maire et son administration ; de plus la population est intimidée par l'état de siège qui entretient un climat de peur. Pourtant, le taux d'abstention est pour la commune de Villefranche très important car en fait celui-ci représente l'expression d'un refus du coup d'Etat. Si la population n'avait pas suivi en masse les leaders républicains les 5 et 6 décembre cela ne voulait pas dire une désapprobation totale de leur attitude, mais seulement une incompréhension de leur part face à l'enjeu et face à un fétiche qui avait l'appui des campagnes. Face à un chef-lieu jugé encore peu sûr par l'administration malgré l'ambiance de peur régnant, elle entreprend ce qu'elle n'avait osé faire mais seulement envisager il y a quelque mois, c'est-à-dire s'attaquer au symbole républicain par excellence : les arbres de la liberté plantés sous la "grande révolution".

Les autorités administratives et militaires décident donc, dans les premiers jours du nouveau régime qui se met en place, d'ôter de la vue de la population tous les symboles républicains. La chose est effectuée rapidement par les militaires. Le général commandant l'état de siège du département de l'Aveyron écrit de Rodez au maire de Villefranche : "C'est autour des arbres dits de la liberté que se sont produits la plupart des désordres qui, depuis trois ans, ont agité nos départements du midi ; c'est encore autour d'eux que se sont formés les rassemblements qui ont pris part à la dernière insurrection. Le moment est venu d'enlever aux agitateurs ces moyens de ralliement. En conséquence, j'ai décidé qu'ils seraient abattus dans toute les communes de la 2^e subdivision où



(13) Karl. MARX, op. cit., p. 128 : "La dynastie des Bonapartes ne représente pas le paysan révolutionnaire, mais le paysan conservateur ; non pas le paysan qui veut se libérer de ses conditions d'existence sociale représentées par la parcelle, mais le paysan qui veut, au contraire, les renforcer..."

(14) René. REMOND, *Les droites en France*, Paris, éditions Aubier coll. Historique, 1982, 544 p. (voir p. 107). Sur les sources du bonapartisme voir l'ouvrage de Frédéric. BLUCHE, *Le bonapartisme. Aux origines de la droite autoritaire (1800-1850)*, 1980, 368 p. Voir entre autre la carte n° 6 : Modifications de l'implantation bonapartiste de 1815 à 1848, on y remarque l'implantation nouvelle dans l'Aveyron, du bonapartisme en 1848

(15) Maurice. AGULHON, op. cit., p. 237.

(16) A. N. B II (Aveyron), Inscrits, 113 836 ; oui, 85 351 ; non 2 171, nuls, 302. Soit : 74,9 % des oui par rapport aux inscrits et 97,5 % des oui par rapport aux exprimés. (1851).

Dans la nation entière, le "oui" l'emporta avec 92,07 % des voix. Parmi les 86 départements, l'Aveyron arrivent en 42^{ème} position (Bernard MENAGER, op. cit., p. 434).

des troubles ont eu lieu depuis trois ans." Villefranche doit retirer ses arbres de la liberté qui sont des lieux de rassemblement, de manifestations, de commémorations, de rendez-vous des républicains, de fêtes. Les arbres représentent une certaine idée de la République, incompatible avec l'idéologie bonapartiste qui se met en place.

Le maire de Villefranche arrête le 5 janvier 1852 :

- "Art. 1^{er} Les arbres, dits de la liberté, existant dans la commune de Villefranche seront immédiatement abattus.

- Art 2. Le bois en provenant sera remis au bureau de bienfaisance pour être distribué aux indigents..."

Le sous-préfet donne son accord au maire et les arbres sont enlevés les jours suivants, sans aucun trouble. Le parti républicain semble défait. Autre conséquence de l'insurrection des républicains de Villefranche : la commune doit payer les frais de séjour de la gendarmerie qui réside dans la ville ; ne pouvant subvenir à cette surcharge, le maire lance une souscription. Une centaine de personnes donne de l'argent. La plus petite somme est de 1 franc, tandis que la majeure partie des donateurs donnent 5 francs, "les plus fortunés" de 20 francs à 50 francs. Si "toutes" les catégories sociales participent à la souscription, les plus fortunés y contribuent majoritairement. L'ordre n'a pas de prix pour une partie des notables Villefranchois, mais aussi pour les plus modestes qui voient dans les insurgés des faiseurs de problèmes. Les républicains sont-ils pour autant discrédités ?

La saturation à Villefranche

Que nous disent les rapports des préfets sur la situation politique de Villefranche ? Le 22 janvier 1852, est placardée sur les murs de la ville une affiche reproduisant le texte de la Constitution promulguée par Louis-Napoléon Bonaparte. Bien que mainte-

nant la forme républicaine, cette constitution accorde au président de la République, élu pour dix ans, des prérogatives quasi dictatoriales et prépare les voies à l'Empire. Le peuple de France, en choisissant le futur Napoléon III, a été à l'origine d'un régime qui prétend conserver une assise démocratique et une volonté de rester en communion avec l'ensemble national, en particulier les éléments populaires dont la masse paysanne est la partie la plus imposante. De cette légitimité le pouvoir espère tirer une certaine stabilité. Cependant, il est nécessaire au nouveau régime de contrôler cette masse populaire. Pour cela Louis-Napoléon utilise l'administration et en particulier, le préfet et sous-préfet qui rendent des comptes régulièrement. Le préfet est donc bien un instrument fondamental de la machine bonapartiste, notamment lors des élections.

La chambre des députés, dissoute lors du coup d'Etat, est remplacée par la nouvelle Assemblée issue des élections législatives du 29 février 1852. Les trois candidats officiels de l'Aveyron sont élus à une majorité écrasante. Il en est de même dans toute la France. Cette chambre compte un nombre infime de membres de l'opposition. Nougarede de Fayet y représente la circonscription de Villefranche.

Le 29 mars 1852, le sous-préfet de Villefranche écrit : "La situation de l'arrondissement va s'améliorant. J'ai pu me convaincre dans la tournée du tirage, combien la population reprend des habitudes d'ordre et de calme. Je n'ai pas retrouvé cette année ces vociférations, ces chants patriotiques et ces joies turbulentes si promptes à dégénérer en rixes". Pour ce qui est des détenus politiques, le sous-préfet constate : "J'espère que le sort de nos détenus politiques ne tardera pas à être réglé : j'ai je crois eu l'honneur de vous dire que nous n'avions ici aucun individu marquant. Ceux qui sont au-dessus de la tombe sont des malheureux que l'inconduite ou la paresse a jetés dans la misère et la démagogie".

Les détenus villefranchois, incarcérés à la maison d'arrêt à la suite des événements du 2 décembre, sont conduits à Rodez, le 27 avril 1852. Ils sont treize, cependant d'après deux états de fournitures pour leur transfert, ce chiffre augmente de trois unités. Ils sont menés à Rodez sous bonne escorte, dans les prisons de la ville. Puis, le 29 avril, c'est, pour le plus grand nombre, le départ pour l'exil.

En juin 1852, le préfet donne une image tranquille et paisible de Villefranche, tout en rappelant encore une fois au ministre que la cité est à surveiller de près. "J'ai (le préfet) parcouru, dans tous les sens, les arrondissements de Villefranche, d'Epalion, et plusieurs cantons de celui de Rodez. J'ai la satisfaction de vous annoncer que, partout sur mon passage, j'ai reçu l'accueil le plus empressé, témoignant hautement du bon esprit des populations, et de la confiance que leur inspire la restauration du principe de l'autorité.

L'arrondissement de Villefranche m'avait été signalé comme s'étant montré un des plus mauvais, en février 1848, et en décembre dernier, comme ayant encore conservé le plus de tendances à l'agitation. Je n'y ai également remarqué que des dispositions favorables pour le représentant de l'autorité publique.

Le pays est calme et tranquille, Monsieur le ministre ; les mauvaises passions, si elles ne sont pas éteintes, n'osent du moins pas se produire, et je les tiens en rigoureuse surveillance. J'ai constamment sous les yeux la liste des hommes réputés hostiles ou dangereux, et qui sont heureusement en petit nombre. Je sais, jour par jour, ce qu'ils font, ce qu'ils deviennent, et nulle levée de boucliers, de leur part, ne paraît à craindre, tant que le pouvoir restera dans les conditions de force et de vigueur qui ont fait le succès du 2 décembre, et auxquelles applaudissent tous les hommes d'ordre, de sens et de bonne foi, à quelques nuances d'opinions qu'ils appartiennent".

Les tournées de conseils de révision sont l'occasion de rencontrer les maires mais aussi l'ensemble des administrés, et cette



occasion est généralement mise à profit (17) comme semble l'indiquer le préfet de l'Aveyron à son ministre.

La remise en ordre se poursuit, et le 14 juillet, une nouvelle municipalité (18) est nommée par le Prince-Président. Celle-ci prend ses fonctions le 8 août, sous la présidence de Bonnet, vigneron, premier conseiller. Après la lecture du décret présidentiel, Antoine Bras, maire, Ferdinand Dubreuil père, premier adjoint, et Jean-Louis-Bruno Lortal, 2^e adjoint, prêtent le serment requis d'obéissance à la Constitution et de fidélité au président de la République. Le 25 septembre, les nouveaux conseillers municipaux sont, à leur tour, officiellement installés et votent, sur la demande du maire, une adresse à : "Louis-Napoléon." C'est une adhésion formelle à la proclamation prochaine de l'Empire. L'adresse est remise à Louis-Napoléon lors de son passage à Toulouse par le maire et les adjoints qu'accompagneront, sur leur demande, un certain nombre de membres de l'assemblée municipale.

La légitimité par les élections

Plébiscité à une énorme majorité, Louis-Napoléon a en 1852 la majorité du pays avec lui (19). Quels sont les résultats du plébiscite de novembre dans l'arrondissement de Villefranche ?

Le sous-préfet note dans son rapport : "Je m'empresse de vous adresser le résultat des votes de l'arrondissement de Villefranche : Electeurs inscrits : 27421 - Votants : 19471 - Oui : 19292 - Non : 116 - Bulletins nuls : 56."

... Il y a eu une amélioration sensible dans l'esprit de la population du chef-lieu où les idées anarchiques avaient fait beaucoup de ravages. Au 20 novembre, il n'y eut que 1 485 oui, il y en a cette fois 1 950 pour l'Empire..."

Dans ses considérations générales sur l'arrondissement, on peut lire : "L'arrondissement de Villefranche avait été fort gâté par les doctrines anarchiques : il possédait un des chefs les plus influents et les plus actifs du parti et son action secondée par des agents infatigables avait eu des résultats déplorables : toutes les ambitions, tous les mauvais instincts avaient été mis en jeu, la physionomie du chef-lieu a été jusqu'au 2 décembre hostile et quelquefois menaçante.

Les campagnes, qui elles aussi avaient subi le premier entraînement, sont revenues les premières à de saines idées : le désenchantement a commencé quand elles ont vu que l'âge d'or promis n'arrivait point, mais seulement la misère amenée par la cessation de tout travail, l'anéantissement du crédit et le prix des denrées.

Le changement a été moins prompt et surtout moins complet à Villefranche où le parti démagogique avait son quartier général : cependant les votes des 21 et 22 montrent une amélioration très sensible.

On peut donc affirmer que le gouvernement qui va se fonder a réuni autour de lui non seulement les hommes de cœur et dévoués, les hommes qui comprennent les enjeux de l'époque mais aussi encore cette masse flottante qu'un gouvernement n'acquière que quand il l'a convaincu de sa force et de sa stabilité". On remarque ici tout l'intérêt des élections pour le nouveau gouvernement, des élections qui se doivent de reconnaître et de donner au coup d'Etat une légitimité.

Le sous-préfet peut se réjouir car au niveau de l'arrondissement de Villefranche le "oui" par rapport aux suffrages exprimés est écrasant soit 99,4 %, en augmentation par rapport au plébiscite de 1851. Les "non" ne sont plus que 105 contre 286 en 1851, le sous-préfet est donc fier de ce résultat qui montre un recul total de l'opposition. Il est également conforté dans ses dires car les abstentions restent stables par rapport à 1851 au niveau de l'arrondissement et surtout en baisse pour le chef-lieu. En effet, les abstentions ne représentent plus que 26 % soit une baisse considérable par rapport à 1851 et le "non" n'a plus que 50 voix. On remarque cependant que le "non" représente plus de 43 % des "non" de l'arrondissement villefranchois en 1852 contre 23 % en

1851. Preuve de l'imprégnation des républicains dans la cité par rapport à la campagne et du poids croissant du bonapartisme auprès des paysans. L'ancrage des paysans à la République fut de faible durée et le phénomène limité à quelques villages.

Les élections municipales sont observées à la loupe, ce qui confirme l'intérêt de celles-ci et leur valeur vis-à-vis des gouvernants. Elles font donc bien partie de tout un ensemble destiné à l'éducation politique de la population. L'apprentissage de la citoyenneté se poursuit, même en cette année 1852.

"Les élections municipales n'ont eu de caractère politique que dans quelques localités et notre succès a été complet. Mais cette opération a soulevé d'innombrables querelles de personnes, des susceptibilités de tout genre : tous les amours-propres ont été mis en mouvement et il en est résulté dans beaucoup de localités des divisions et des malaises qui ne sont pas encore dissipés". Les élections aux conseils municipaux sont prises au sérieux par l'administration, preuve en est, encore une fois, que le processus de politisation des populations rurales par cette forme d'élection est un fait, certes toujours discutable, mais si un pouvoir autoritaire comme l'Empire s'en préoccupe ce n'est pas pour rien. D'autant plus ici que certaines communes rurales ont eu un risque de contamination républicaine voire une contamination certaine du moins des esprits - même si elle est faible - si dans les faits peu de chose le montre. "On peut se demander si le jeu électoral a servi à lancer des idées politiques déjà existantes ou bien si les conflits entre villageois n'avaient qu'une dimension purement relationnelle jusqu'au moment où ils ont été catalysés par des événements, des impulsions venant de l'extérieur". Peut-être que le souci du pouvoir face aux élections municipales montre bien que des impulsions ici républicaines sont à prendre en compte.

Le sous-préfet poursuit : "L'esprit du clergé est favorable à la nouvelle forme de gouvernement qui s'établit : il paraît reconnaître tout ce que Louis-Napoléon a déjà fait pour la religion. Dans le vote qui vient d'avoir lieu, je n'ai qu'à me louer de l'usage que les curés de la campagne ont fait de leur influence sur les populations". Le clergé est bien un allié important du nouveau gouvernement, notamment dans les campagnes où son influence est certaine, comme nous le confirme le représentant de l'Etat. Celui-ci conclut : "Amélioration dans les esprits publics, qui se manifeste par le rétablissement complet de la tranquillité, par le retour aux idées d'ordre et d'autorité, par les votes des 21 et 22."

L'arrondissement de Villefranche vote majoritairement pour le rétablissement de l'Empire héréditaire, néanmoins l'arrondissement reste sous surveillance et particulièrement son chef-lieu.

La proclamation de l'Empire a lieu à Paris le 2 décembre, jour anniversaire du coup d'Etat. Le 29 novembre, le préfet Rampand adresse aux sous-préfets et aux maires du département une circulaire prévoyant des solennités pour le 5 décembre dans toutes les communes de son ressort. Le maire de Villefranche, dans son zèle pour le Prince, n'a pas attendu ces consignes pour prendre toutes les dispositions utiles. Le 14 novembre, il a obtenu du Conseil, bien que les crédits affectés aux fêtes publiques soient épuisés, une allocation de 400 francs pour "donner satisfaction à l'opinion publique" et permettre que "Villefranche ne reste pas en arrière

(17) Bernard MENAGER, *Les Napoléon du peuple*, Paris, édition Aubier, 1988, p. 123.

(18) Si la nouvelle municipalité de Villefranche n'est en fait que l'ancienne seulement confirmée, 16 maires de petites communes ont été révoqués à la suite du mouvement de résistance au coup d'Etat. Les communes se situent toutes dans les arrondissements de Rodez et Villefranche c'est-à-dire où il y a eu tentative de mobilisation des démocrates socialistes pour marcher sur le chef-lieu de département (Rodez). D'après F. de BARRAU, *Galerie des préfets de l'Aveyron*, Rodez, édition Carrère, tome IV, 359 p. s.d., il serait intéressant de voir au niveau de l'Aveyron (pour d'autres départements également, voir l'enquête que Maurice AGULHON, Louis GIRARD... ont entreprise sur : *Les maires en France depuis le Consulat à nos jours*, Paris, publication de la Sorbonne, 1986, 462 p.) s'il y a eu "promotion paysanne" au niveau du personnel des mairies. Ceci nous permettrait peut-être de mieux appréhender le bonapartisme populaire, entre autres.

(19) Le plébiscite du 21-22 novembre 1852 donne une forte majorité pour l'Empire : 7 824 000 "oui", 253 000 "non", 2 millions d'abstentions. Aveyron, 112 147 inscrits, "oui" 84 100, soit 74,9 % par rapport aux inscrits, 98,9 % par rapport aux exprimés, "non" 882 et 352 bulletins nuls

du mouvement." Le Dr. Bras a poussé les préparatifs des fêtes avec une telle diligence qu'il ne peut répondre entièrement au vœu de S.M. de remplacer les fêtes publiques par des actes de bienfaisance. Pris au dépourvu et n'ayant pas le temps de consulter ses collègues, il a décidé, de sa propre initiative, de faire une distribution de pain aux indigents, ce qui doit, déclare-t-il, donner "en partie satisfaction aux désirs de l'Empereur." Le conseil accorde à l'unanimité son adhésion à cette mesure. La cérémonie de la proclamation de Napoléon III se déroule, à Villefranche, le dimanche 5 décembre. Les autorités de Villefranche prennent toutes leurs précautions pour que la célébration du nouveau régime se passe le mieux possible et avec le plus d'éclat. Ne faut-il pas faire oublier les événements du deux décembre ?

Le sous-préfet de Villefranche écrit au ministre le 16 février 1853 : "Le langage si ferme du chef d'Etat a été apprécié, je puis l'assurer par la grande masse de la population. Notre pays aime à se sentir gouverné par un pouvoir fort ; il aime à voir à sa tête un chef qui le représente avec splendeur ; mais il aime aussi à voir que les princes ne le regardent point comme d'une autre nature, éprouvent les mêmes sentiments et ne craignent pas de le déclarer. Voilà je crois pourquoi les mariages princiers le touchent peu, et pourquoi le mariage de l'Empereur a trouvé plus de sympathie dans le peuple".

"La situation politique est bonne dans l'arrondissement. Nos campagnes s'inquiètent peu si quelques esprits inquiets boudent encore, elles éprouvent un bien-être qu'elles avaient oublié depuis longtemps et elles savent qu'elles en sont redevables à l'Empereur."

La terreur qui a suivi le coup d'Etat s'est peu à peu atténuée à Villefranche, mais il reste en janvier 1853, en prison ou en exil, des victimes de cette répression. Et, lorsque le sous-préfet écrit

au ministre, les condamnés viennent tout juste d'être libérés. Si bien que la situation politique du "pays" de Villefranche reste dans l'esprit des administrateurs sous haute surveillance. "Presque tous les condamnés politiques de l'arrondissement ont été graciés, je ne puis dissimuler à votre Excellence que si j'en juge par l'esprit de ceux qui sont déjà rentrés, peu ont été convertis par la rigueur ou par la clémence ; ils doivent être surveillés ; je ne perds pas de vue ce devoir".

Par contre si les anciens condamnés préoccupent, les instituteurs sont rentrés dans l'ordre comme semble l'indiquer notre sous-préfet : "Je dois au reste rendre justice au bon esprit des instituteurs : il ne reste plus de trace chez eux des aberrations de 1848, ils ont donné en toute occasion des preuves de leur dévouement à l'Empereur."

La propagande de l'Empereur semble efficace dans l'arrondissement de Villefranche si bien qu'elle touche toutes les classes de la société. Celle-ci est également activée par le clergé qui profite de son ancrage dans les campagnes.

Il apparaît donc en cette année 1853 que tout est rentré dans l'ordre, et les inquiétudes s'estompent peu à peu, sauf vis-à-vis d'une minorité qui est marginalisée par l'administration.

"Les populations sont satisfaites et se livrent activement à leurs travaux au milieu du calme qu'elles doivent au gouvernement de l'Empereur... Les hommes des mauvais jours n'ont pas, il faut bien le reconnaître, abjuré leurs erreurs ; les graciés politiques notamment, sont en général peu reconnaissants de la clémence dont ils ont été l'objet et plusieurs d'entre eux, quand ils croient pouvoir le faire impunément, laissent percer des projets de vengeance et des vœux coupables.

Mais la foule qui n'avait été que séduite par de folles promesses, entraînée par la peur, le bruit, par l'amour de la nouveauté, le plus grand nombre enfin s'est séparé d'eux. Ce revirement de l'opinion est remarquable dans un arrondissement qui avait été fort agité jusqu'en décembre et qui depuis lors a donné en toute occasion des gages de son dévouement à l'Empereur..."

Si le revirement de l'opinion semble se vérifier au regard des deux plébiscites, je crois comme Ph. Vigier qu'on "ne mesure pas assez, l'importance des mesures pratiques prises par le régime impérial pour améliorer le sort des ruraux" et il est également un fait essentiel : "la reprise sur une échelle beaucoup plus vaste que sous la Monarchie de Juillet, d'une politique de travaux publics qui permet à la paysannerie de profiter pleinement de la hausse des revenus agricoles. Car le paysan est parfaitement sensible, sous le Second Empire comme sous le Premier, à cette hausse du profit agricole, qui impressionne d'autant plus qu'elle succède à la dépression du milieu du siècle" (20). L'amélioration économique a certainement contribué à l'évanouissement rapide des votes de la gauche dans le villefranchois comme dans une grande partie du Centre et des départements du Sud-Ouest. Que se soit les rapports des procureurs généraux, ou ceux des sous-préfets et préfets de l'Aveyron pour les années 1852-1857 que j'ai étudiés, ils affirment le retour de la prospérité économique, des améliorations concrètes et pratiques pour l'ensemble du département, comme l'achèvement de lignes de chemin de fer, de lignes électriques, de routes, développement des foires et marchés, des techniques agricoles... Dès l'année 1852, l'activité économique s'améliore notamment dans le domaine agricole, même si l'ensemble est encore jugé fragile par les autorités. Néanmoins, le paysan a le sentiment que les choses s'améliorent même si les retombées ne sont pas générales, le régime bénéficie du capital confiance, nécessaire à toute réussite. Le préfet écrit dans son rapport général de fin d'année : "L'agriculture aveyronnaise avait fait d'immenses progrès, depuis vingt-cinq ans. La révolution de février vint arrêter subitement cet élan vers le progrès ; le découra-



(20) Philippe. VIGIER, op. cit. p. 18. (Colloque d'Augsbourg, article : "Le bonapartisme, phénomène historique et mythe politique").

gement s'empara de tout le monde, et les embarras financiers qui résultèrent de la mévente des produits agricoles, suspendirent toute amélioration. Cet état de gêne a été en augmentant jusqu'en 1851. L'acte énergique du 2 décembre, commença à modifier cet état de langueur dans lequel était tombée l'agriculture ; mais il faut reconnaître que les transactions n'ont repris une véritable activité que lorsque le rétablissement de la monarchie impériale a été assuré. Tous les produits agricoles ont repris, dès lors, à un prix très élevé, et un écoulement facile. Les bestiaux qui étaient tombés depuis longtemps à vil prix, et qui ne se vendaient qu'avec peine, sont recherchés depuis quelques mois avec empressement. Des marchands étrangers ont fait cette année des achats considérables sur nos montagnes et dans toutes les foires du département. Le prix des grains n'est pas encore très élevé, mais il y a un fait digne de remarque, et qui ne s'était pas produit depuis quatre ans, c'est que les spéculateurs font des approvisionnements assez considérables, ce qui prouve qu'on a confiance dans l'avenir...". Le capital confiance envers Louis-Napoléon est l'une des composantes de la réussite économique dans un premier temps puis politique dans un second. En dehors d'une conjoncture économique favorable auquel l'Empire profite, le "culte de fétiche" n'est pas à mettre entre parenthèses. Les républicains se sont heurtés aux deux phénomènes. En juin 1853, le sous-préfet de Villefranche écrit : "Le revirement de l'opinion est remarquable dans l'arrondissement qui avait été fort agité jusqu'en décembre et qui depuis lors a donné en toute occasion des gages de son dévouement à l'Empereur. Ce bon résultat est dû surtout à la comparaison que le bon sens de nos populations agricoles a pu faire entre les deux époques : dans la première, l'agriculture était aux abois par le vil prix des denrées ; l'industrie expirante fermait ses ateliers. Aujourd'hui, toutes choses ont repris leur valeur et les usines emploient tous les bras disponibles". Le sous-préfet conclut : "le pays est dans l'état d'un homme qui revient à la santé après une grave maladie".

Le "fétiche des petits"

Le département de l'Aveyron et particulièrement Villefranche compte en 1851, un parti démocratique et socialiste assez bien organisé. Cependant, une poignée d'hommes seulement se lève contre le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte le 2 décembre 1851. Si les démoc-socs de Rodez et Millau tentent une action qui échoue le jour même, c'est à Villefranche-de-Rouergue et dans son "pays" que la résistance fut la plus importante et la plus longue. Pourtant celle-ci a été brève et ne concerne que quelques dizaines d'hommes résolus à aller jusqu'au bout. Pourquoi ? Par conviction essentiellement ! Mais aussi peut-être par souci du passé et donc besoin d'une continuité de la mémoire républicaine. En effet, les républicains de Villefranche se souviennent de leur passé révolutionnaire girondin, de la conspiration de La Rochelle (21) où l'un des quatre sergents exécuté était de Villefranche et enfin de la Révolution de février 1848 qui voit le mouvement républicain se dynamiser.

Certes plus de vingt départements ont pris les armes et parmi eux, la Drôme, le Var et l'Hérault, l'Yonne, la Nièvre et bien d'autres de façon radicale et totale (22). La révolte de l'Aveyron et particulièrement du Villefranchois apparaît faible. Mais elle n'est pas à négliger car l'Aveyron n'était-il pas considéré comme un département réactionnaire ? Certes le département n'est pas rouge, mais des zones rurales, des cités sont influencées par les républicains démocrates socialistes qui élargissent leur audience dans la paysannerie. Même si celle-ci peut paraître faible, il n'en demeure pas moins qu'elle donne à la résistance un certain nombre de ses éléments prêts à défendre la "République des petits". L'état de siège qui est décrété, la répression, les condamnations, les surveillances, font peur même si la masse paysanne

peut paraître soulagée de la tournure des événements car le bonapartisme populaire a fait son chemin dans le département. Louis-Napoléon est devenu depuis les quelques mois qui ont précédé son élection triomphale à la présidence de la République en décembre 1848, le "fétiche des petits". Le ralliement provisoire des notables orléanistes, des républicains les plus modérés, et du clergé de Villefranche et du département à Louis-Napoléon participera en complément du "culte du fétiche", à son ancrage momentané dans la région. Le conservatisme des populations semble très bien se traduire dans le bonapartisme qui s'annonce dès 1848, comme un rétablissement de l'ordre et de la prospérité. La stabilité politique ira de pair, sous le Second Empire, avec la prospérité économique. Les populations paysannes de l'Aveyron y sont sensibles, comme le confirme l'indice de l'évolution de l'adhésion à l'Empire entre 1851-1852 et 1870 qui est de (+ 2,7) pour le département.

Le bonapartisme est un long trait d'union avant que la République ne s'installe réellement dans le département de l'Aveyron et une parenthèse dans l'arrondissement de Villefranche, notamment dans son chef-lieu. En effet, si les 21 et 22 novembre 1852, les Villefranchois approuvent largement le rétablissement de l'Empire, le plébiscite du 8 mai 1870 fait apparaître un renversement de tendance, puisque, sur 213 suffrages exprimés, on obtient 1 350 voix condamnant l'Empire (soit 64 % des votants), tandis que l'ensemble du département vote massivement le "oui". Preuve en est que si les républicains de Villefranche n'ont pu faire face au "fétiche", ils n'ont pas été éliminés de l'échiquier politique de la région si bien que leur "suicide" de décembre 1851 n'a pas été vain. Le souvenir de la résistance des démoc socs n'a pas été noyé dans le culte impérial.

Si bien, "qu'autour des enjeux électoraux de 1876", en votant "cibiéliste (23)" et républicain, la même année, et en maintenant ses choix pendant plusieurs décennies, l'arrondissement de Villefranche manifeste encore une certaine originalité dans ses orientations politiques, par rapport à l'ensemble du département de l'Aveyron (24). Aux élections municipales de 1874, la liste républicaine a été élue en totalité contre celle du conservateur Alfred Cibiel et c'est en 1886 que le Radical-socialiste Marcellin Fabre s'impose, cependant la conquête de la circonscription de Villefranche I (25) ne se fera qu'après la première guerre mondiale, le "cibiélisme" ayant dominé jusque là.

Si le mouvement républicain est décapité en décembre 1851, la résistance a certainement contribué à l'élaboration d'un nouveau culte après la parenthèse "du fétiche", celui de la République qui est représentée lors de son centième anniversaire (en 1892) par Marianne surplombant une fontaine. Marcellin Fabre maire de Villefranche dans son discours d'inauguration du monument rappelle la parenthèse impériale et la résistance des républicains de Villefranche. Marianne est en quelque sorte vengée !

Bernard Vandepias

(21) Robert FABRE, *Le sergent Bories ou la conspiration de La Rochelle*, La société des amis de Villefranche et du bas Rouergue, 1996, 142 p. "Le retour au régime républicain, après la chute de Napoléon III et la défaite de 1870, remit à l'honneur les quatre sergents, oubliés par les officiels... mais toujours vivants dans la mémoire populaire", p. 133.

(22) Claire REVERCHON, Pierre GAUDIN, "Les insurgés de la Drôme", pp. 160 à 169, dans *Répression et prison politique en France et en Europe au XIX^e siècle*, Paris, éditions Créaphie, 1990, 327 p. "Quatre monuments commémoratifs existent à notre connaissance en France : à Crest (Drôme), à Aups (Var), aux Mées (Alpes-de-Haute-Provence) et à Béziers (Hérault)", p. 169.

(23) "Cibiéliste", "cibiélisme", expriment le phénomène des Cibiel père, frère, neveu qui ont été régulièrement élus à la chambre des députés sous la III^e République. Patrice Lesueur, op. cit. pp. 62-63, écrit : "Ce "cibiélisme" était devenu politiquement destructible. Quand un candidat se présentait contre Cibiel, on lui répondait invariablement, comme cela se produisit en 1895 : "M. Cibiel a sur ses ressources personnelles dépensé plus de quinze cent mille francs en secours aux communes et aux indigents, en dons de toutes sortes. Il a fait dans le pays plus de deux millions de travaux soit en construction, soit en créations d'usines dont les ouvriers ont profité..."

(24) Les circonscriptions de Rodez I et II puis Millau sont bonapartistes en 1876, en 1877 la circonscription d'Espalion devient bonapartiste en plus des trois circonscriptions précédentes. Le bonapartisme populaire ne s'éteindra que lorsque "Napoléon IV" meurt en 1879.

(25) La circonscription de Villefranche I comporte le canton de Villefranche-de-Rouergue ; la circonscription de Villefranche II qui englobe le bassin houiller d'Aubin-Decazeville est républicaine dès 1876 et le restera jusqu'en 1898 pour devenir ensuite socialiste.

Illustrations tirées des livres de Victor Hugo "Napoléon le Petit" édition 1851 et "Histoire d'un crime" édition 1879.